

LEGISLATIVES A TIZI-OUZOU

FLN : une protestation détournée

Le mécontentement soulévé dans les rangs du FLN à travers la wilaya de Tizi Ouzou a été détourné par Akli Abouch, ex-mouhafadh et député, qui, n'étant pas exempt de tout reproche dans sa gestion de la mouhafadha, selon ce qui se dit parmi les militants, semble avoir cédé aux pressions exercées sur lui par l'appareil du parti. C'est ce qu'il convient de comprendre par ses propos affirmant sa certitude que l'ensemble des militants présents à la réunion, une soixantaine aux moments les plus forts, ont reçu des coups de téléphone les mettant en garde contre la tournure qu'ils envisagent de donner à leur protestation.

De fait l'assemblée qui devait prendre des décisions sur les actions à entreprendre

durant la campagne électorale et au cours du scrutin s'est achevée en queue de poisson, elle a juste permis aux mécontents de réitérer et de corriger quelque peu leurs vis-à-vis de la liste de leur parti et surtout de la manière avec laquelle elle a été choisie, anti-statuaire, anti-démocratique, en violation des critères arrêtés par la direction elle-même et aux antipodes des vœux de la base militante.

Tous ceux qui s'attendaient — ils ont rappelé l'objet de la réunion — à la prise de décisions collectives vis-à-vis du scrutin du 17 mai, comme convenu la semaine précédente, se sont sentis frustrer à la fin de l'assemblée. Ils ne se doutaient pas que leur mécontentement, remis entre les mains de l'ancien mouhafadh,

allait être détourné sur une vague de protestation écrite adressée à la direction du parti. Aucune proposition n'a été soumise au vote ; et pour cause, tout au long des débats, Abouch a joué sur deux tableaux : avec les mécontents dont il a suscité et encouragé la colère, notamment lors de la première assemblée.

Avec la direction du parti qui est tout juste mise devant ses responsabilités sur les conséquences de son choix, lui épargnant toute condamnation et décision sur la grève politique et le vote contre la liste ou à bulletins nuls pourtant fortement demandés lors de la première réunion de protestation, souhaitant, par ailleurs, plein succès et l'unité des rangs du parti. De ce point

de vue, le ou les auteurs de la déclaration, lue en assemblée, qui ont eu tout le temps, depuis une semaine, de mijoter quelques idées, de peser les termes et leurs conséquences sur le parti et leur avenir politique, ne se sont pas gênés de prendre le contre-pied des désirs de la base tels qu'exprimés au cours des deux réunions. Abouch a refusé l'idée d'un appel aux militants à voter contre le parti sachant, selon ses dires, qu'il est impossible de vérifier le suivi du mot d'ordre mais il reste dans l'équivoque en se référant aux avis exprimés par la base. Il reste en cela fidèle à la culture de louvoiement des appareils du FLN depuis qu'il est devenu un parti au service du pouvoir. Ceci dit, il n'est pas du tout évident que ceux qui se sont élevés contre la façon d'opérer de la direction aient changé d'avis. Il faudra attendre le lancement de la campagne et des opérations de vote pour mesurer la profondeur du mécontentement. Pour l'heure, il nous suffit de savoir que parmi les 50 et parfois 60 présents se trouvaient 30 chefs de kasma sur les 67 que compte la mouhafadha de Tizi Ouzou, 4 membres du conseil national, 4 députés, des coordinateurs de daïra et des partisans de la direction.

L'un de ces derniers retenus sur la liste est intervenu pour défendre la liste et le choix du parti parmi les militants dont les communes sont actuellement dirigées par des élus FLN. Une controverse est survenue à ce propos entre les partisans de la liste qui croient devoir rappeler leurs états de services au sein du parti au cours de ces dernières années et les adversaires du choix qui leur rappellent que le FLN à Tizi Ouzou ne date pas de 2005.

B. T.

B. T.

BLIDA/COMMERCE

Fermeture
de 186 locaux
commerciaux
et saisie
de produits
non conformes

La direction du commerce de la wilaya de Blida a procédé durant le premier trimestre de l'année en cours à la fermeture de 186 locaux commerciaux répartis à travers la wilaya et à la saisie de divers marchandises et produits pour un montant estimé à plus de 2,5 millions de dinars. Les mêmes services ont procédé, par ailleurs, à la découverte d'un montant évalué à 286 millions de dinars représentant l'évasion fiscale.

Selon la même source, la pratique commerciale sans registre du commerce, l'absence d'hygiène ainsi que la détention de marchandises non conformes, sont à l'origine de la fermeture de la majorité de ces locaux. La même source a ajouté, à ce propos, que le montant global de la saisie a atteint les 2 544 097 DA constitué en majorité de denrées alimentaires et d'effets vestimentaires.

S'agissant de l'évasion fiscale, la même source a indiqué que les agents de la direction du commerce ont découvert durant la même période un montant de 285 632 332 millions de dinars représentant les chiffres d'affaires non déclarés. Pour rappel, le montant global de l'évasion fiscale durant le quatrième trimestre de l'année 2006 a atteint les 880 millions de dinars.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de l'activité de contrôle continu mené par la direction du commerce qui a effectué 2.755 interventions durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours ayant abouti à la constatation de 1 271 infractions et l'établissement de 1 143 procès-verbaux.

APS

Fortes précipitations de pluie sur la wilaya

Avare durant la quasi-totalité de la saison d'hiver, le ciel se montre prodigue en pluviométrie depuis la première semaine du mois de mars écartant ainsi le spectre de la sécheresse qui a marqué l'automne et l'hiver au point d'amener les pouvoirs publics à mettre en place un plan de graves et durables restrictions de la distribution en eau potable, déjà très insuffisante, voire à la limite du supportable à travers la majeure partie du pays.

Tizi-Ouzou, qui a la réputation d'être l'une des rares régions du pays bien ou très bien arrosées — elle reçoit bon an, mal an un milliard de m³/an de pluie — allait pour une fois déroger à la tradition lorsque les précipitations du mois de mars et du début du mois en cours sont intervenues pour dissiper l'inquiétude des pouvoirs publics et de la population, rendre l'espoir aux agriculteurs et combler le grave déficit enregistré durant les 5 premiers mois de la saison hydrique qui débute en septembre.

Le Djurdjura et les hauteurs de la Kabylie ont revêtu leur traditionnel manteau blanc, les crues sont revenues au niveau de tous les oueds de la région, le barrage de Taksebt, le plus gros ouvrage hydraulique, les autres petits ouvrages et les retenues collinaires de la région se sont mis à déborder, rejetant dans les

oueds déjà en crue l'excédent de leurs capacités du précieux liquide. Du coup, les immenses cratères creusés par les extracteurs autorisés ou clandestins d'agrégats mettant en danger la nappe du Sébaou et la santé de la population disparaissent, avec la laideur agressive au regard et à l'environnement, sous l'eau en attendant le retour des engins destructeurs qui n'épargnent rien autour d'eux. Vivement la mise en vigueur, en septembre prochain, de la loi mettant fin au pillage du sable au niveau des oueds. Les carrières destinées à produire des agrégats de substitution seront-elles d'ici-là prêtes à prendre le relais ? C'est le souhait de tous, exception faite de ceux qui sont habitués à s'enrichir sans bourse déliée et aux dépens de la collectivité. En attendant, les oueds de la région, et plus particulièrement le Sébaou le plus agressé d'entre tous, échappent — pour combien de temps encore ? — au pillage grâce aux précipitations renouvelées, à l'exemple de celles de ces dernières 24 heures presque similaires aux pluies fortes enregistrées le mois dernier, pour l'instant sans dégâts à part quelques inondations sans gravité au niveau des chefs-lieux de Tizi-Ouzou, Draâ-Ben-Khedda, Ouadhias, Boghni, selon la Protection civile.

B. T.

AIN-EL-HAMMAM

Les "zmagras" de la place des Martyrs

On les appelle les travailleurs de la place ou "zmagras" (les émigrés). Ils sont tous les jours sur place, à Ain-El-Hammam, par beau temps ou dans le froid. Des jeunes et moins jeunes, étrangers à la région — ils sont de Hammam Dhalâ (M'sila), ou de Rebta, (Bordj Bou-Arréridj), pour la plupart — viennent gagner leur vie sur les hauteurs de la Kabylie, un pays encore plus dur que le leur. "Nous sommes venus gagner notre pain", disent-ils.

Ils sont une quarantaine, leur âge varie entre 20 et 45 ans ; quotidiennement, ils attendent la venue d'un entrepreneur pour les embaucher pendant quelques jours ou pour décharger des semi-remorques de matériaux de construction, souvent pour quelques misérables dinars. "On nous paye 400 DA la journée et on gagne entre 90 000 et 10 000 DA le mois". On les retrouve facilement, ils sont tout le temps regroupés dans un coin, assis par terre avec

leur tenue de travail qui semble ne plus jamais quitter leur corps, même la nuit. On vient les chercher de tous les environs pour profiter de leurs services, sans conditions préalables de sécurité et de financement.

Des proies faciles, une situation qui profite aux entrepreneurs sans scrupules qui évitent les frais de l'assurance et qui, quelquefois, ne les payent même pas. "Certains entrepreneurs partent sans nous payer, *hagrouna*."

Ils savent qu'on ne peut pas courir derrière eux, car on ne les connaît même pas", témoignent-ils. "On vient les embarquer sur des camions et les faire travailler pour trois fois rien. Ils sont abusivement exploités", témoigne encore un cafetier.

En guise d'hébergement, ces damnés louent des garages ou occupent des chantiers en construction, un "gourbi", disent-ils ; en l'absence de literie, ces hommes se contentent de passer la nuit sur des cartons, dans le froid et la rigueur

de l'hiver. Ils allument un feu de bois au moyen de planches récupérées dans des chantiers. "On vit comme *l'emhabel n'taaâ Sahet chouhada*", (les fous de la place des Martyrs), nous dit l'un d'entre eux. Ils passent leur quotidien dans des conditions sanitaires alarmantes, entourés de saleté et d'odeurs insupportables.

Ces gens improvisent leur quotidien, l'essentiel leur fait défaut ; pour manger, ils préparent de la pomme de terre "bata-ta", quand il y en a, sinon ils prennent du pain sec. "La nourriture est chère, 1 kg de pommes de terre coûte 50 DA et un plat *blache*, sans viande, dans un restaurant, est à 100 DA, ce qui dépasse notre capacité d'achat". Certains sont là depuis près de 10 ans, d'autres un peu plus. "Je suis là depuis 20 ans !

Je suis un père de famille, j'ai sept enfants que je dois nourrir malgré tout", témoigne l'un des plus âgés, au corps amaigri et fripé. Ces hommes se plaignent du harcèlement dont ils sont vic-

times tous les jours, du manque d'assurance et du fait que l'on profite de leur situation pour les exploiter... "On veut travailler dans des conditions dignes et dans le respect de nos droits, mais comment faire pour cela ?" ajoutent-ils.

Ces hommes ne cachent pas leur mal-être, leur mal-vie, surtout à l'approche des fêtes religieuses, notamment. "Nous n'avons pas suffisamment d'argent pour rentrer chez nous ; vous savez, en hiver, le travail manque, ce qui nous met en difficulté ; autrement on serait bien heureux auprès de nos familles et de nos enfants", ajoutent-ils.

Des pères de famille pour la plupart, venus de loin dans l'espoir de gagner leur vie ! Ces hommes se sont retrouvés piégés dans un exil sans nom, les méandres d'une existence infernale, celle des damnés de la terre. Ils ont sûrement droit au respect, à un sort bien meilleur.

MAT